

## ARRÊTÉ N° 2023-1424

### COMMUNE DE SAINT-CYR-SUR-LOIRE DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES ET DE L'AMENAGEMENT URBAIN

#### L'OUVERTURE D'UN ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC

Établissement : OPTIC 2000 (Cellule 32)

Sis à : 247 Boulevard Charles de Gaulle

ERP n°E-214-00119-001

Type : M, Catégorie : 1ère.

#### Le Maire de SAINT-CYR-SUR-LOIRE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 221-12 et suivants,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation, notamment les articles R 123-1 à R 123-55,

Vu le Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié,

Vu l'arrêté modifié du Ministre de l'Intérieur du 25 juin 1980 portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public,

Vu l'avis favorable émis par la Commission Départementale de Sécurité ERP/IGH en date du 26 octobre 2023 lors de la visite périodique de l'établissement reçu en mairie le 30 octobre 2023,

Considérant la nécessité de prendre les mesures demandées pour assurer la sécurité du public,

## ARRÊTE

**ARTICLE PREMIER** : Monsieur Philippe BRIAND, Maire de Saint-Cyr-sur-Loire, autorise le maintien d'ouverture au public de l'établissement susvisé.

**ARTICLE DEUXIÈME** : La présente autorisation peut être retirée à tout moment si de graves infractions au règlement de sécurité venaient à être constatées.

**ARTICLE TROISIÈME** : Les prescriptions devront être réalisées dans un délai de :

- IMMEDIAT : pour les prescriptions du §4.1 du procès-verbal de réunion de la commission de sécurité.
- IMMEDIAT : pour les prescriptions du §4.2 du procès-verbal de réunion de la commission de sécurité.

**ARTICLE QUATRIÈME** : Copies à :

- Monsieur le Directeur de l'Etablissement,
- Monsieur le Préfet du département d'Indre-et-Loire,
- Monsieur le Directeur Départemental des services d'incendie et de secours.

Il sera, en outre, transcrit sur le registre des arrêtés et publié au recueil des actes administratifs de la commune.

Fait à SAINT-CYR-SUR-LOIRE, le trente et un janvier deux mil vingt-quatre.



Pour le Maire et par délégation,  
L'Adjoint délégué à l'Urbanisme,

Michel GILLOT



**ACTE ADMINISTRATIF**

**TRANSMIS AU CONTRÔLE DE  
LÉGALITÉ LE  
REÇU PAR LE CONTRÔLE DE  
LÉGALITÉ LE  
EXÉCUTOIRE LE**

0 2 FEV. 2024
0 2 FEV. 2024
0 2 FEV. 2024

Le Maire soussigné certifie sous sa  
responsabilité, le caractère  
exécutoire de l'acte.



Pour le Maire et par délégation,  
L'Adjoint délégué à l'Urbanisme,

Michel GILLOT

